



SECTION



SARTHE

« L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible »  
(Saint Exupéry)

## Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques

### Compte-rendu du Comité technique local du 23 février 2016

1/ Les PV des séances ont été approuvés par les organisations syndicales présentes.

2/ Bilan de la fusion des trésoreries de Marolles-les-Braults et Ballon :

Cette restructuration s'est traduite par le transfert de trois emplois de cadres B vers Marolles-les-Braults et les trois agents de Ballon ont suivi leur mission.

La gestion des deux sites étant conjointe, le rapprochement des deux unités s'est fait naturellement. Cependant, le service de proximité sur Ballon n'existe plus et un changement de comportement est à constater justifiant le changement de méthode de paiement des articles.

Il est dommageable que l'on ait pas eu le ressenti des agents concernés.

3/ Réorganisation de la mission juridictionnelle :

Le traitement du contentieux juridictionnel sera confié pour ce qui concerne la Sarthe au pôle juridictionnel créé au sein de la division des affaires juridiques de la DRFIP 44 où siège le Tribunal administratif de Nantes à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2016 (note de service du bureau JF2A du 12 janvier 2016).

Désormais le pôle juridictionnel devient l'interlocuteur unique de son tribunal administratif.

Conséquence : un emploi d'inspecteur rédacteur est transféré à Nantes (4,5 ETP au total pour les Pays de la Loire).

Il appartiendra à la division contrôle et contentieux de l'impôt local :

- d'enregistrer et suivre le volume du contentieux juridictionnel ;
- de demander une instruction au service qui a traité la réclamation.

4/ Bilan de l'évaluation 2015 (gestion 2014) :

Nous avons rappelé à cette occasion **notre position** sur la notation :

*Un système de notation basé uniquement sur la valeur professionnelle de l'agent avec le maintien d'une note chiffrée pour que chacun puisse se situer, mais sans contingentement des réductions d'ancienneté.*

Nous avons **dénoncé** que :

- 10 réductions d'un mois n'ont pas été attribuées aux agents en 2015 ;
- le mode d'attribution des gratifications privilégie les grandes structures au détriment des petites telles que les postes à vocation rurale (trésoreries) ;
- le départ à la retraite de 15 agents en 2014 est à rapprocher des 13 suppressions d'emploi actées au PLF 2015, (comme par hasard...)

Par ailleurs, nous rappelons que pour la gestion 2015 (prochaine évaluation) les bonifications sont encore d'actualité quand bien même les modalités de notation ont vocation à être profondément modifiées.

## 5/ Transfert du pilotage de la BCR 72 à la DIRCOFI Ouest :

Le pilotage fonctionnel par la DIRCOFI sera encadré par un protocole, unique pour l'interrégion, conclu entre la Dircofi et les DDFiP partenaires.

Le pilotage fonctionnel sera pris en charge par le directeur Dircofi ou son adjoint, avec l'appui du référent fraude de l'interrégion, inspectrice principale rattachée au DIRCOFI.

Cette nouvelle organisation pose questions :

- quel est le poids de nos responsables d'unité actuels dans le nouveau schéma (inspecteur BCR et contrôle fiscal) ?
- la BCR reste placée sous l'autorité hiérarchique du directeur départemental, mais pour combien de temps ?
- le pilotage opérationnel sera assuré conjointement par la Dircofi Ouest la DDFiP de la Sarthe. Peut-on envisager cette situation comme pérenne avec un commandement bicéphale ?

## 6/ Modification des horaires d'ouverture au public de la trésorerie de l'Agglomération Mancelle (sujet reporté pour avis lors d'un prochain CTL)

### Conclusion de ce CTL :

**tous les points abordés n'ont qu'un seul but : supprimer des emplois !**

### Questions diverses :

- **OPHLM** : passage à la comptabilité commerciale pour le 01/01/2018. Une délibération d'intention a été prise le 18/12/2015 et une délibération de passage est prévue au plus tard le 31/07/2017. Disparition de la trésorerie de l'OPHLM au **01/01/2018**.

- **service civique** : loi du 10/03/2010. <http://www.service-civique.gouv.fr/>

Trois personnes pour la Sarthe sont envisagées pour le mois d'avril 2016.

- Suite à la suppression de la **PPE** et le transfert du revenu d'activité à la **Caf**, nous avons suggéré à la direction d'informer les usagers pendant la préparation de la campagne IR. Encore une organisation Kafkaïenne...

**Coup de gueule de F.O.-DGFIP** au sujet des mesures fiscales injustes socialement prises dans la précipitation par le gouvernement notamment la suppression de la  $\frac{1}{2}$  part supplémentaire et son impact sur les impôts locaux.



Vos représentants **F.O.-DGFIP** :

- Angélique DESPONTS, SIE Le Mans sud-ouest
- Michel DUSONG, PCE Mamers
- Jean-Yves PERDRIAU, PCE Le Mans
- Anne PUJOL, Paierie départementale

- tél : 02 43 83 85 67
- tél : 02 43 31 45 09
- tél : 02 43 83 82 86
- tél : 02 43 77 18 71

- Balf syndicale : [fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr)

- Site Web départemental FO-DGFIP : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/072/>